



VILLE DE LOURDES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Nature de l'acte : 8.3

N° 2022 07 667

Mis en ligne le 19 juillet 2022

**STATIONNEMENT INTERDIT SUR 2 EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT  
AU DROIT DE L'IMMEUBLE PORTANT LE N° 18 RUE DE BAGNÈRES POUR DÉMÉNAGEMENT  
LE 22 JUILLET 2022 DE 10 H 00 À 15 H 00**

**Le Maire de la Ville de Lourdes,**

Vu les articles L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la délibération n°6 du 21 décembre 2021 concernant les tarifs des services publics pour l'année 2022,

Vu la demande de l'entreprise DEMENAGEMENTS LOURDAIS sise 11 chemin Trémé-Soulé 65100 GEU, relative au stationnement d'un véhicule de déménagement, au droit de l'immeuble portant le n° 18 rue de Bagnères le 22 juillet 2022 de 10 h 00 à 15 h 00.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers,

**ARRÊTE**

**Article 1 - Autorisation**

Le 22 juillet 2022 de 10 h 00 à 15 h 00, l'entreprise DEMENAGEMENTS LOURDAIS est autorisé à occuper le domaine public sur 2 emplacements de stationnement au droit de l'immeuble portant le n° 18 rue de Bagnères.

**Article 2 - Interdiction**

Durant la période visée à l'article 1, le stationnement sera interdit au droit de l'immeuble portant le n° 18 rue de Bagnères.

Dans le cas où la circulation des piétons ne serait pas maintenue au droit des emprises, le bénéficiaire devra dévier la circulation des piétons sur le trottoir opposé, ou aménager un passage sécurisé à l'aide de barrières ou cônes de signalisation.

**Article 3 - Redevance**

Le bénéficiaire s'acquitte des droits de voirie relatifs à l'occupation temporaire pour déménagement d'un montant de 1,00€ par mètre carré et par jour.

**Article 4 - Affichage de l'arrêté**

Cet arrêté ne prend effet que s'il est affiché par le bénéficiaire

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation,
- soit à l'endroit stipulé par cette réglementation.

**VILLE DE LOURDES**

2, RUE DE L'HÔTEL DE VILLE – 65100 LOURDES – FRANCE

Tél. : 33 (0)5 62 94 65 65 / Fax: 33 (0)5 62 46 10 36 – [www.lourdes.fr](http://www.lourdes.fr)

Cet affichage ne devra pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du présent arrêté.

**Article 5 - Signalisation, balisage**

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions stipulées dans le présent arrêté seront mis en œuvre par le bénéficiaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Ils devront être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

La signalisation interdisant le stationnement sera disposée sur le domaine public au moins 48 heures avant la prise d'effet de cette dernière.

**Article 6 - Droits des tiers**

Le bénéficiaire de l'arrête devra conserver l'accès des riverains.

**Article 7 - Recours**

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article 8 - Application de l'arrêté**

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant divisionnaire chef de la circonscription de Police de Lourdes, et Madame la Cheffe de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Fait à Lourdes, le 18 juillet 2022

Le Maire,

Thierry LAVIT

Notifié le .....	
<input type="checkbox"/> Par courrier recommandé envoyé le .....	
<input type="checkbox"/> par remise en main propre	
Je soussigné(e).....	
Signature : .....	
Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le	
Tribunal Administratif de PAU	
Cours Lyautey - 64000 PAU	
dans un délai de deux mois.	